

## COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : 41967C  
Inscrit le 16 novembre 2018

---

### **Audience publique du 18 décembre 2018**

**Requête en relevé de forclusion formée par  
Monsieur ..., ... (F),  
par rapport à une requête d'appel inscrite sous le numéro 41912C du rôle  
dirigée contre un jugement du tribunal administratif  
du 20 septembre 2018 (n° 40530 du rôle)**

---

Vu la requête en relevé de forclusion déposée au greffe de la Cour administrative le 16 novembre 2018 par Maître Martine LAUER, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., administrateur de société, demeurant à F-... ..., ..., se positionnant par rapport à sa requête d'appel déposée en date du 5 novembre 2018 sous le numéro 41912C du rôle et dirigée contre un jugement du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 20 septembre 2018 (n° 40530 du rôle) à travers lequel le tribunal l'a *in fine* débouté de son recours introduit à l'encontre du bulletin d'appel en garantie émis à son encontre le 6 mars 2017 ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 21 novembre 2018 par Monsieur le délégué du gouvernement Stéphane COLLART ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 4 décembre 2018 par Maître Martine LAUER au nom du requérant ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 10 décembre 2018 par Monsieur le délégué du gouvernement Stéphane COLLART ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la requête en relevé de forclusion ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Martine LAUER et Monsieur le délégué du gouvernement Stéphane COLLART en leurs plaidoiries respectives en la chambre du conseil de la Cour administrative en date du 18 décembre 2018.

---

En date du 16 novembre 2018, Monsieur ... a fait déposer sous le numéro 41967C du rôle une requête en relevé de forclusion formée par rapport à son acte d'appel déposé en date du 5 novembre 2018 sous le numéro 41912C du rôle et dirigé contre un jugement du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 20 septembre 2018 sous le

numéro 40530 du rôle l'ayant en définitive débouté de son recours dirigé contre un bulletin d'appel en garantie du 6 mars 2017.

Le requérant énonce que la notification initialement prévue du jugement critiqué du 20 septembre 2018 ne serait jamais intervenue, l'enveloppe de notification ayant été retournée au tribunal administratif et le jugement ayant été renotifié par simple lettre le 3 octobre 2018.

Il déclare avoir eu connaissance uniquement du jugement en question à travers ce courrier et avoir fait déposer la requête d'appel en conséquence à la date du 5 novembre 2018.

Ce serait à travers le mémoire en réponse du délégué du gouvernement, déposé au fond le 9 novembre 2018, qu'il aurait été rendu attentif à une notification du même jugement qui serait intervenue en date du 21 septembre 2018 en ce sens que c'est à cette date que son mandataire aurait été avisé de la notification postale en question. Il invoque le fait que son mandataire, signataire de la requête en relevé de forclusion, n'aurait jamais eu connaissance de l'avis à la poste en question et qu'en toute bonne foi il aurait estimé que le délai d'appel n'aurait commencé à courir qu'à partir de la notification par courrier du 3 octobre 2018, ce qui expliquerait le dépôt de la requête d'appel le 5 novembre 2018.

Le requérant invoque un courriel de son mandataire du 12 octobre 2018 l'informant de la notification intervenue du jugement en question à la date du 3 octobre 2018. Il fait produire en plus une attestation de témoignage d'une collaboratrice de l'étude de son mandataire suivant laquelle habituellement le facteur sonne à l'étude et apporte le courrier recommandé de l'étude contre signature, ladite collaboratrice affirmant être secrétaire de l'étude en question depuis plus de 13 ans.

Le requérant tend à voir déclarer la requête d'appel principal déposée le 5 novembre 2018 recevable, sinon à titre subsidiaire, à lui voir accorder le relevé de la forclusion résultant de l'expiration du délai imparti pour faire appel à l'encontre du jugement prévisé du 20 septembre 2018 et de le voir autoriser à faire appel dans le délai de 15 jours à compter de la décision à intervenir sur requête en relevé de forclusion. Le requérant demande encore acte que sa requête en relevé de forclusion est faite à titre purement conservatoire et sans aucune reconnaissance quant à la validité de la notification du 21 septembre 2018, précitée.

Le délégué du gouvernement demande à voir déclarer la demande en relevé de forclusion irrecevable, sinon non fondée. Il estime que la notification du jugement du 20 septembre 2018 serait documentée à suffisance par la carte de notification figurant au dossier et indiquant que le 21 septembre 2018 le mandataire en question a été avisée et que le recommandé n'a pas été retiré. A partir de là, l'appel serait effectivement irrecevable.

Cependant, la non-connaissance de la notification laisserait d'être prouvée à suffisance de droit. Même à supposer qu'il y aurait eu défaut de connaissance suffisante de la notification du 21 septembre 2018, le relevé de forclusion n'aurait pas été demandé en temps utile, alors que la partie adverse aurait eu connaissance du jugement et de sa notification au plus tard le 3 octobre 2018. De toute manière, la notification intervenue le 3 octobre 2018 aurait encore laissé un délai de 28 jours pour faire utilement appel.

Le requérant fait relever qu'aucun avis de passage n'a jamais été remis à l'étude de son mandataire et invoque comme preuve suffisante l'attestation de témoignage de la secrétaire de l'étude, ainsi que le courriel de son mandataire mettant en avant la notification du 3 octobre 2018 comme première communication du jugement litigieux.

Pour l'Etat, la notification du jugement *a quo* résulte de l'avis dûment rempli par le facteur des postes documentant la notification intervenue le 21 septembre 2018. De plus, après que le mandataire aurait reçu notification du jugement du 20 septembre 2018 de la part du greffe par courrier simple seulement le 3 octobre 2018, il aurait dû se douter d'un problème et s'enquérir auprès du greffe sur la date exacte de notification, ce que visiblement il n'aurait pas fait.

L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 22 décembre 1986, également applicable devant les juridictions de l'ordre administratif, dispose comme suit :

*« Si une personne n'a pas agi en justice dans le délai imparti, elle peut, en toutes matières, être relevée de la forclusion résultant de l'expiration du délai si, sans qu'il y ait eu faute de sa part, elle n'a pas eu, en temps utile, connaissance de l'acte qui a fait courir le délai ou si elle s'est trouvée dans l'impossibilité à agir ».*

Son article 3 dispose que la demande de relevé de forclusion *« n'est recevable que si elle est formée dans les quinze jours à partir du moment où l'intéressé a eu connaissance de l'acte faisant courir le délai ou à partir de celui où l'impossibilité d'agir a cessé »*.

De façon suffisante, il se dégage des documents officiels relatifs à la notification du jugement *a quo* et plus particulièrement de l'avis rempli par le facteur des postes en l'occurrence que l'étude du mandataire du requérant a été avisée en date du 21 septembre 2018 et qu'à la date du 1<sup>er</sup> octobre 2018 le courrier recommandé en question n'avait pas été retiré.

D'ores et déjà il résulte des éléments actuellement constants en cause que la notification du jugement du 20 septembre 2018 doit être considérée comme étant intervenue à la date où le mandataire du requérant a été avisé de la sorte, soit à la date du 21 septembre 2018.

Il est vrai qu'en conséquence, l'appel interjeté le 5 novembre 2018 sera irrecevable.

Or, en toute occurrence, la requête en relevé de forclusion a été formée plus de quinze jours après que le requérant a eu ou a pu avoir connaissance de la notification du 21 septembre 2018. En effet, la lettre de notification du 3 octobre 2018, qui est un courrier simple et qui aurait dû renseigner le professionnel de la postulation qu'est le mandataire du requérant qu'il a dû y avoir une notification antérieure, doit être regardé en l'occurrence comme point de départ du délai de 15 jours figurant à l'article 3 de la loi modifiée du 22 décembre 1986, précité, endéans lequel la requête en relevé de forclusion aurait dû être déposée au greffe de la Cour, toujours dans la logique de la démarche du requérant.

Que l'on considère la notification valablement faite à la date du 21 septembre 2018 ou l'information du 3 octobre 2018 faisant courir le délai de quinze jours, dans l'une et dans l'autre hypothèse, la requête en relevé de forclusion est à déclarer irrecevable.

**Par ces motifs,**

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

déclare la requête en relevé de forclusion irrecevable ;

condamne le requérant aux dépens.

Ainsi jugé et prononcé par :

Francis DELAPORTE, président,  
Serge SCHROEDER, premier conseiller,  
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et prononcé à l'audience publique de ce jour, en fin d'audience, à laquelle ce prononcé avait été fixé au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier de la Cour Jean-Nicolas SCHINTGEN.

s.SCHINTGEN

s.DELAPORTE

**Reproduction certifiée conforme à l'original**

Luxembourg, le 20 décembre 2018

Le greffier de la Cour administrative